

POLITIQUE

LES JÉRÉMIADES DU FRAC ET DU CST LA HONTE NE TUE PAS



P3

Vue partielle de la foule (c) Afreepress

Mauvais score de l'UFC aux législatives:

Jean-Pierre Fabre: "Je ne suis pas surpris, ça aurait pu être pire"



P.4

Lucarne

6 QUESTIONS A MAMADOU SECK de l'Institut de Gorée

"Nous demandons à la presse de respecter les principes d'éthique et de déontologie. À la HAAC, nous demandons d'exercer tous les pouvoirs que lui confère la loi, mais avec un esprit d'ouverture."



Mamadou Seck de l'Institut de Gorée

Lisez nous désormais sur le:
www.lemedium.info
 avec:
SOGESTI
 Intégrateur de Systèmes d'Information
 Communication - Formation - Conseil
support@sogesti.net / www.sogesti.net

Protestation contre les résultats des élections du 25 juillet :

La grande foule fatiguée, n'a pas répondu à l'appel de Jean-Pierre Fabre



Est-ce un signe de la fin de gloire du "président" de la place?

Des partisans du Collectif "Sauvons le Togo" et du Front Républicain pour l'Alternance et le Changement (FRAC) sont descendus le samedi dernier dans les rues de Lomé pour protester contre les résultats provisoires des élections du 25 juillet dernier. Mais il n'y avait pas la grande foule, signe de la fatigue des militants suite aux appels répétitifs et ennuyeux aux marches...

Suite page 4

DIPLOMATIE :

Respecter la volonté du peuple



L'Ambassadeur des USA au Togo, Robert Witehead

"Nous invitons tous les partis politiques à respecter la volonté du peuple togolais, et à résoudre tout différend de manière pacifique, conformément aux dispositions du Code Électoral". Ce rappel a été fait Lundi dernier par l'Ambassade des Etats-Unis au Togo dans un communiqué officiel.

Suite page 4

COOPÉRATION MILITAIRE/SUBVENTION :

Les USA octroient 1,5 million de dollars au Togo pour la formation et l'équipement des militaires togolais au Mali

P2



Echange de documents entre le ministre Yark (dt) et l'Ambassadeur des USA (g)

Côte d'Ivoire

14 pro-Gbagbo, dont Affi N'Guessan et Michel Gbagbo, libérés



L'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo

La justice ivoirienne lâche du lest à l'encontre des pro-Gbagbo. Elle a décidé le lundi dernier de remettre en liberté provisoire 14 proches de l'ex-président ivoirien incarcéré à la Haye depuis novembre 2011. Parmi eux, figurent le chef de son parti le Front populaire ivoirien (FPI) et l'ex-directeur de campagne, Pascal Affi N'Guessan, ainsi que son fils Michel Gbagbo...

Suite page 4

Météo

Mardi 06 Août 2013

Matin:

Ciel très nuageux
 23°C

Après-midi:

Ciel très nuageux
 28°C

EDITO ETRE REALISTES

TOUT CE qu'on demande à nos hommes politiques, surtout ceux de cette opposition non constructive mais dite radicale, c'est seulement de se mettre au travail dans l'intérêt supérieur des populations. Se préoccuper réellement du bien être des citoyens et non chercher à se bronzer.

Malheureusement pour nous au Togo, nous n'avons que cette catégorie d'hommes politiques qui profitent de la misère du peuple pour s'affirmer et parfois amuser la galerie.

Au matin, le ciel est BLEU. A la mi-journée, il devient GRISATRE. Et le soir subitement, il est QUADRICHRONIE. Leurs problèmes, ils ne savent pas concevoir un programme de société mais préfèrent surfer sur les phénomènes sociaux pour gueuler. Ils peinent à se donner des stratégies concrètes de lutte politique. Ils n'en ont peut être pas une idée. Cependant leur seule chance encore pour quelques instants encore, c'est qu'ils ont derrière eux des militants qui les suivent comme des moutons de panurge. Sans même prendre du recul pour analyser leur lutte et se fixer des objectifs réels, avoir une vision et se donner une mission pour justement tendre vers cette vision.

Tout ceci ne leur dit absolument rien. Comme ils se définissent comme des politiciens à vie, adeptes de la contestation pour la forme, ils se gardent de travailler pour le bien du peuple. Car travailler de manière acharnée pour ce peuple qui n'a pas demandé à les avoir comme responsables politiques, c'est se garantir lorsque tout semblerait résolu. Nos politiques là ne voudraient jamais faire amende honorable. Ils sont loin de reconnaître leurs insuffisances, leurs incapacités à participer à l'action politique pour un plus. Apôtres du recul et du statut quo, ils ne cessent de multiplier des initiatives en ce sens. Tout simplement parce que ce ne sont pas eux qui sont aux affaires. Donc il faut tout foutre en l'air et pourrir la vie des citoyens par leurs lacunes politiques et leurs insuffisances suicidaires.

Le jour où ils tenteront d'être réalistes pour une fois, ils avanceront considérablement. Mais ce jour est encore très loin vu leur état d'esprit, leur immaturité politique, leur animosité intellectuelle. C'est ce que je pense. Je le crois et c'est DOMMAGE!

Crédo TETTEH



Récépissé

N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC

Adresse :

893, rue 19 Saint Joseph
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 99 52 05 15
Email : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse, Casier N° 78

Directeur de la Publication :

CRÉDO ADJÉ K. TETTEH

Rédaction :

Jacques Komi SOLETE
Crédo TETTEH
Ekoué SATCHIVI
Dodo ABALO
Dezzy HUTCHNER
Infographie : JPB
Impression : ST Louis,
Doulassamé-LOME Tél : 9012 3730
Tirage : 2.500 exemplaires
Distribution: Léo AYIVI (90 19 70 25)

Libre opinion :

Chronique d'une défaite annoncée et consommée

LA SCÈNE tragi-comique s'est déroulée au Collège Protestant de Lomé, où j'ai voté, le 25 Juillet dernier. Sur le chemin du retour, j'aide une vieille dame à traverser la rue, à la sortie du Collège... Je lui dis :

" Maman, j'ai vu que vous avez accompli votre devoir civique avec l'encre indélébile sur votre doigt. Je suis fier de vous. Je ne peux pas vous demander pour qui vous avez voté, mais j'admire votre sens du devoir "

La vieille sourit et me lança, avec un regard malicieux sur son visage ridé, sans lunettes :

" Oh, je peux vous le dire : j'ai appliqué mon doigt trempé d'encre dans tous les casiers du bulletin de vote ! Comme cela, j'ai distribué un peu d'argent à tout le monde ! Ils veulent gagner de l'argent sans beaucoup travailler non ? Ils sont servis ! "

J'étais interloqué, et j'ai cheminé avec la vieille dame, jusque dans sa maison, en écoutant ses griefs contre nos élus de la dernière législature, toutes tendances confondues et la classe politique togolaise dans son ensemble...

La CENI, qui a fait un travail remarquable, a publié, ce 28 Juillet les résultats complets provisoires du scrutin législatif. Le moins qu'on puisse dire, est que l'opposition a reçu une fessée mémorable, en ne totalisant en tout et pour tout, que 29 sièges sur 91 élus, le parti au pouvoir, UNIR, se taillant la part du lion, avec 62 députés. Mais, seuls les naïfs peuvent être surpris par ces résultats. L'opposition a tout fait pour se faire hara-kiri et elle ne peut que s'en prendre à elle-même...

" Pouvoir et Opposition : mode d'emploi pour gagner les législatives au Togo "

C'est un article écrit, il y a des mois, par un certain... Dr David IHOUE, qui aurait dû être bien lu et bien compris par Jean Pierre Fabre, Dodzi Apévon, Zeus Ajavon, Kafui Adjagbo, Agbéyomé Kodjo, et les autres. Le parti au pouvoir, lui, a certainement bien lu et analysé mon article et a même fait mieux...

" Et si Arc-en-ciel et le FRAC se transformaient en un parti politique tout simplement ? "

C'est un article écrit, il y a des mois, par un certain... Dr David IHOUE, mais les leaders de l'opposition avaient la tête ailleurs, au lieu de bien lire cet article...

" Si j'étais... Jean Pierre Fabre "

C'est un article écrit, depuis



Dr David IHOUE

2010, après la présidentielle, par un certain... Dr David IHOUE. Mais, apparemment, le leader de l'ANC n'a pas le temps de lire et de bien assimiler cet article...

" Pourquoi je critique l'opposition Togolaise ! "

C'est un article écrit, il y a trois mois à peine par un certain... Dr David IHOUE, mais l'opposition a autre chose à faire que lire et analyser des articles qui la critiquent...

Les sept raisons de la débâcle de l'opposition Togolaise ont pour noms : l'irresponsabilité, le refus d'union de l'opposition, l'obsession d'un dialogue-préalable au scrutin, l'obsession du pavé, la tentation de l'insurrection, l'amateurisme politique et l'incohérence...

1) L'insurrectionnisme :

En 2007, sans " Sauveur ", sans "dialoguette" de dernière minute, l'opposition avait obtenu 31 députés sur 81. En 2013, avec un " faux sauveur " de la République, des marches, des sit-in, des incantations et vocifération, des menaces, l'opposition n'a obtenu en tout et pour tout que 29 sièges... sur 91 ! Encore faut-il mettre de côté les 3 sièges obtenus par l'UFC, qui n'a pas participé aux manifestations ni aux incantations du Collectif Sauvons le Togo. En clair, l'insurrectionnisme opposant n'a apporté que 26 sièges sur 91 !

" Nous avons une panoplie de moyens et si on nous pousse à l'insurrection, nous n'hésiterons pas ! " ...

Ça, c'est Zeus Ajavon, le Coordinateur du CST qui l'a clamé, haut et fort, au moment du lancement de son mouvement. Une vérification minutieuse aurait été faite par tous les services de sécurité du Togo (c'aurait été le même comportement de tous les services sécuritaires de tous les pays du monde) et rien n'a été trouvé, ni dans le ventre, ni dans le derrière de Zeus Ajavon ! Toujours dans la logique de ses élucubrations, le " sauveur " n'a pas pu retenir sa diatribe verbale et a assené :

" S'ils veulent organiser des élections, ils n'ont qu'à essayer, c'est bonjour les dégâts, c'est tout ! " ...

Le gouvernement a organisé les

élections sans qu'on ait vu un seul des cheveux restants sur le crâne de Zeus Ajavon se dresser. Mais, est-il que beaucoup de dégâts ont été causés par les marches et les sit-in de Zeus Ajavon, ce qui a refroidi les électeurs et électrices de l'opposition, qui sont, dans leur immense majorité, contre la violence, d'où qu'elles viennent. Le CST est, en réalité, un " Collectif Détruisons le Togo, CDT " comme je l'avais surnommé. Faire tout ce boucan et ces destructions pour 19 députés, c'est vraiment stupide (c'est le nombre de députés glanés par le CST seul).

Bref, Zeus Ajavon a plombé, désorienté, trompé et démobilisé l'électorat de l'opposition. Zeus Ajavon et son Collectif portent une lourde responsabilité dans la défaite de l'opposition...

La question que tout le monde se pose est la suivante :

" Et si Zeus AJAVON avait pour mission de plomber l'opposition démocratique Togolaise ? " ...

Dans ce cas, il a brillamment réussi sa mission ! Bravo, faux " Sauveur " !

2) L'amateurisme politique

En politique, rien n'est acquis d'avance ; c'est une science mouvante, comparée à la neige. Elle fond au moindre rayon de soleil, quand on s'y attend le moins... Et c'est ce que Mme ADJAMAGBO, ma sœur, n'a jamais compris. Je lui avais dit de ne pas suivre comme un matou le CST, car Jean Pierre Fabre, Lawson Patrick, Isabelle AMEGANVI, ont tous des fiefs électoraux qui peuvent leur offrir une perche, quand ça chauffe, et les résultats provisoires m'ont donné raison. Kafui Adjagbo, native de la circonscription électorale OGOU-ANIE, avec 4 sièges, 82500 votants, n'a

obtenu, comme tête de liste pour Arc-en-ciel que près de 7000 voix ! Elle a été proprement " baisée ", au sens figuré du terme bien sûr ! Au lieu d'aller se faire connaître des siens et les sensibiliser pour son compte, elle défile à Lomé, avec le CST, en suivant Isabelle Ameganvi, Jean Pierre Fabre et les autres, à Lomé, au lieu d'aller montrer ses charmes à SADA ou BOKO... Et puis, quelle idée de prendre comme slogan de campagne: " Cinquante ans c'est trop, dix ans c'est assez, l'alternance, c'est maintenant ! " ...

Ce slogan ne dit rien à un paysan d'ABALO KOPE ou à un jeune de 18 ans révolus de KPORAVE. Ce dernier n'était pas né il y a 50 ans ou même 25 ans ! Ce qu'il veut, à 18 ans révolus, c'est, s'il a le Bac, s'il peut avoir une bourse d'étude, sinon une bourse d'apprentissage. L'alternance maintenant, il s'en fout parce qu'il ne sait pas si Kafui Adjagbo, Présidente de la République, sera nulle ou pas, par rapport à Faure GNASSINGBE, surtout qu'elle ne sait que défilier en rouge, aux côtés des femmes en rouge, aux seins dégonflés de Lomé ! Et puis, quelle idée de prendre comme logo, un Arc-en-ciel, qui est un symbole divin à sept couleurs, alors que le regroupement politique n'a que cinq partis !

Dodzi Apevon aussi, aurait dû réfléchir à deux fois, avant de prendre ce logo, alors qu'il a laissé " le bélier noir " du CAR, connu de tous les Togolais, tout comme "asi le asime", (la main dans la main) de la CDPA ? apprécié de tous. Mais Me APEVON est élu à Lomé et le CAR a fait le plein de ses trois sièges dans le Yoto !...

A suivre dans notre prochaine parution

COOPERATION MILITAIRE/SUBVENTION :

Les USA octroient 1,5 million de dollars au Togo pour la formation et l'équipement des militaires togolais au Mali

LES ETATS-UNIS ont mis à la disposition des autorités togolaises, une subvention non remboursable de 1,5 million de dollars pour la formation et l'équipement des militaires togolais déployés au Mali. Les documents ont été signés le jeudi dernier à Lomé par l'ambassadeur des USA au Togo Robert Whitehead et le ministre togolais de la sécurité le Colonel Yark Damehame.

Selon ce dernier, cette subvention servira à la formation et l'équipement des troupes togolaises au Mali, afin qu'elles puissent "répondre efficacement aux attentes des Nations Unies au Mali".

"Cet accord concerne les forces de sécurité à savoir: la police et la gendarmerie. Une partie des formations sera assurée par des américains. L'équipement sera également américain.", a souligné le ministre.

"L'appui du gouvernement américain, ne fera qu'accélérer ce dynamisme de modernisation de nos for-



Echange de documents entre le ministre Yark (dt) et l'Ambassadeur des USA (g)

ces de sécurité", a précisé le Colonel Yark Damehame.

Rappelons que le Togo est le premier pays de la sous-région à envoyer ses troupes au Mali. Environ 879 soldats togolais devaient être déployés dans ce pays.

Le 27 avril dernier - à l'occasion de la célébration du 53ème anniversaire du Togo - le chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé a exprimé sa "reconnaissance" à tous les officiers d'état-major, observateurs militaires, membres des contingents et des unités de police constituées en mission de paix sur le continent en particulier en Cote d'Ivoire et au Mali.



Photo de famille des autorités américaines et togolaises en compagnie des chargés de la sécurité

POLITIQUE / LES JEREMIADES DU FRAC ET DU CST

LA HONTE NE TUE PAS

AU LENDEMAIN des législatives du 25 juillet dernier, alors que les nombreuses missions d'observation nationale et internationale concluait à une élection transparente et apaisée, certains politiques, avides de sensationnel, c'est de leur habitude, ont commencé par crier leur colère et surtout leur désarroi appelant leurs militants à se mobiliser pour des "jours chauds et durs devant nous".

À l'image d'un gongonneur professionnel, ils ont su habilement caché leur défaite aux législatives du 25 juillet. Après tout ce bruit pour cette petite récolte électorale et vu les promesses démagogiques de terrassement de l'adversaire principal qu'est le parti UNIR, nos politiques surtout ceux regroupés au sein du fameux "Collectif Sauvons le Togo" ne savaient plus à quel saint se vouer et comment expliquer à leur électoralat ce piètre résultat. Piètre résultat en rapport avec tout le tintamarre occasionné et les nombreux mois de marches et de constatations dans les rues et ruelles de Lomé. Ils ont gaffé de croire que seules les marches et les bruits sur certains médias acquis à leur cause suffisaient pour avoir la majorité absolue au Parlement. Ils ont oublié allègrement que le jeu se joue à l'intérieur du pays et qu'il fallait aller vers ces populations d'abord se faire connaître et ensuite faire comprendre le but de leur lutte, de leurs actions politiques. Ils ne l'ont pas fait pas parce que ne le sachant pas, mais surtout parce que ne le pouvant pas. Leurs propos diffamatoires précédemment tenus ne leur ont pas également facilité la tâche. Ils se sont créé un domaine de définition très limité. Tant leurs discours n'étaient pas rassureurs et rassurants, tant ils démontraient une haine viscérale envers autrui comme si autrui est à la base de l'irréalisation de leur rêve politique. Tout simplement également parce qu'ils n'ont pas bien pigé NAPOLEON III, Des idées napoléoniennes, chap.3. "En politique il faut guérir les maux, jamais les venger."

Malheureusement nos chers politiques du CST et du FRAC n'ont pas la même compréhension que NAPOLEON III. Ils préfèrent eux s'abonner à la vengeance routinière. Cette envie de vengeance qui leur enlève toute réflexion sérieuse et qui finalement les présente comme des arrivistes. Et c'est justement ce que Henri LOPES, in Sans tam-tam dit si bien : "Que la conscience politique nous donne de l'ambition, c'est bien. Qu'elle fasse de nous des arrivistes, c'est grave". C'est vraiment grave pour notre politique au Togo si nous avons comme défenseurs des arrivistes. Ceux-là qui ne pensent qu'à eux-mêmes, à leur bien-être, en trompant leurs militants et le peuple à longueur de journée. Ils vont jusqu'à vouloir se métamorphoser en prophètes alors qu'"en politique, on est rarement prophète. L'essentiel est d'être humble devant les faits : devant la vie", dicit Léopold Sédar SENGHOR dans Liberté 1 : Négritude et humanisme.

C'est cette humilité devant les faits qui semble manquer à nos amis regroupés au sein du FRAC et du CST. Un politique pas du tout humble ne peut pas "...comprendre les mas-



Jean-Pierre Fabre (FRAC)

ses, déceler leurs secrets, appréhender les forces profondes qui motivent les actions et réactions, afin de toujours les prévoir pour les devancer" comme nous l'affirme si bien Olympe BHELY-QUENUM, L'initié.

Plus loin, le même auteur nous fait savoir que "La politique est un métier, un art, comme la médecine : pour exercer ce métier-là et se rendre maître de cet art, il faut plus que le savoir et la connaissance..."

QUE RETENIR DES CONTESTATIONS ?

Si le commun des mortels devra retenir quelque chose des suites des résultats provisoires donnés par la CENI, c'est dire qu'il n'y a, à ce jour, pas de contestation réelle. Mais plutôt de discours politiques. Avec le schéma politique dessiné par les législatives de juillet dernier et qui place le CST en deuxième position après le parti UNIR et devant la coalition Arc-en-ciel et l'UFC, les jérémiades devraient normalement s'estomper du côté de nos éternels contestataires du CST et du FRAC. Pour l'instant, ce n'est pas le cas même si en leur for intérieur, ils reconnaissent leur poids politique aujourd'hui qui ne saurait dépasser celui du parti UNIR.

À analyser les propos du leader de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) juste au lendemain du vote et quelques jours après les résultats provisoires, nous pouvons aisément conclure que cet homme politique qui a encore beaucoup à apprendre, surtout à se maîtriser, à dominer ses pulsions, reconnaît ses limites tout en faisant du bruit pour du bruit.

Au meeting le samedi dernier à sa "présidence de la plage", notre fameux président-député anciennement et nouvellement élu, Jean-Pierre Fabre tient un message très simple mais profond : "...il faut se remobiliser pour la suite, parce que derrière les chiffres publiés, les perspectives ne sont pas mauvaises. Il est nécessaire de dire à toute la population qu'il faut se remobiliser, car des échéances nous attendent. Ces échéances sont d'une importance capitale".

En voulant décortiquer ce message dans sa simplicité, deux choses retiennent notre attention.

La première, Jean-Pierre Fabre reconnaît son poids politique et surtout de sa formation politique. Un poids qui ne le place malheureusement pas en première position comme il l'aurait souhaité, mais plutôt en seconde position.

La deuxième, l'homme qui n'aime pas les contradictions et les critiques des journalistes est satisfait, même s'il ne veut pas l'afficher, des résultats



Ata Zeus Ajavon (CST)

obtenus par le CST, en majorité par son parti politique l'ANC qui récolte plus de députés au sein du CST. Il est donc fier de sa suprématie sur les autres partis politiques composant le CST et devient ainsi donc une menace même pour le CST si un jour il souffrait d'une quelconque contradiction. Le fait même pour Fabre de juger pas nécessaire de déposer de recours devant la Cour Constitutionnelle, témoigne à plus d'un titre de sa reconnaissance claire des résultats provisoires publiés par la CENI. Pour donc cacher cette réalité à ses militants, il affirme toute honte bue qu'"Il n'est pas nécessaire de saisir cette Cour qui viole la constitution et les droits de l'Homme quotidiennement". Il faut à tout prix diffamer, jeter du discrédit sur les Institutions de la République comme à son habitude pour se faire une image devant la maigre foule présente à sa dernière marche. Un signal certain à Jean-Pierre Fabre qui doit nécessairement revoir sa copie politique avant donc de projeter ses actions futures sur la Présidentielle de 2015 qu'il espère déjà briguer quand il parle "d'échéances d'une importance capitale".

L'autre analyse que nos leaders politiques de cette opposition sensationnelle manquent de faire est relative aux partages de sièges et aux progrès réalisés dans Tandjouaré, Est-Mono (où le ministre Djimon Oré a obtenu un siège pour l'UFC), à Aného où UNIR n'a pu avoir qu'un seul siège, à Bafilo où le PDR a fait perdre un siège à UNIR et à Dapaong jadis fief impénétrable où l'opposition a réalisé un score honorable. Ce schéma ainsi présenté, vient démentir tout argument de vol électoral avancé par la CST et le FRAC de Jean-Pierre Fabre pour se couvrir auprès des militants qui eux aussi ne savent pas quoi faire de leur militantisme si ce n'est espérer insurrection et désobéissance civile.

LA DEBALCE DE L'OPPOSITION AUX LEGISLATIVES : Une responsabilité de ses leaders

La jeune démocratie togolaise, qui n'a pas grande chose à envier à celles occidentales, manque cruellement d'une opposition réaliste et constructive. Malheureusement, ce n'est pas du tout le cas au Togo qui dispose plutôt d'une opposition de contestation et non constructive. Une contestation nuisible basée largement sur la culture de la haine et du dénigrement. Une opposition qui au lieu de proposer des actions pour soulager les populations, le plus gros lot se fait au Parlement, se confond aux syndicats et n'hésitent pas à sauter sur les occasions de revendications corporatistes et syndicales pour se faire

entendre. Si les syndicats et d'autres corps de métier de la société sont arrivés à se prendre en charge, c'est qu'à un moment ils ont reconnu sagement les limites de cette opposition à s'occuper de leurs préoccupations, à s'engager pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail.

L'autre erreur de notre opposition, c'est qu'elle n'accorde pas la priorité à l'éducation civique de ses militants. Au contraire, on leur apprend à désobéir, à s'en prendre aux Institutions de la République, à leurs concitoyens, et à défier l'autorité. En se cachant bien sûr derrière les notions de droits de l'homme et de dignité humaine faussement définies au besoin. Pour simple rappel, le fameux appel du coordonnateur du CST, Maître Zeus Ajavon à la désobéissance civique qui n'avait même pas eu d'effet dans sa propre maison.

Au lieu de faire la promotion de la culture civique au sens propre du terme, notre opposition, du moins celle-là dite radicale à loisir, appelle carrément à la désobéissance civile et à l'insurrection, sachant pertinemment que les actions du gouvernement n'appellent en rien à ces réactions exagérées.

Une véritable opposition devrait également contribuer à la bonne gouvernance et au vrai développement du pays. Au contraire, l'opposition togolaise rabaisse les débats démocratiques au Togo. Ils font porter les débats que sur les sujets politiques sans aucun fond, l'essentiel c'est qu'ils parviennent au pouvoir. La violence et le dénigrement qu'ils utilisent contre les acteurs qui ne partagent pas les mêmes points de vue qu'eux (notamment les journalistes) sont symptomatiques d'une opposition en manque de compétences et de leadership ! Ils savent utiliser la division et toutes les formes de catégorisation pour se poser toujours en victimes expiatoires.

FAUTE D'AVOIR PROSPERER, ILS S'ATTAQUENT AUX AMBASSADEURS ACCREDITES AU TOGO

Il nous sera difficile de comprendre notre opposition radicale qui n'hésite pas à s'attaquer même à des diplomates en poste dans notre pays. Leur simple faute est d'avoir avec lucidité fait des constats et faire jour des réalités qu'on s'évertue à longeur de journée à cacher aux populations, aux militants. On pense allègrement que le rôle d'une communauté internationale accréditée dans notre pays est de faire la part belle à une classe politique surtout de l'opposition.

En traitant les Ambassadeurs de tous les noms d'oiseaux, ils ne font que se mettre à dos les Institutions et les Puissances internationales qu'ils représentent chez nous. Dès que les Ambassadeurs font une simple analyse objective et sereine, ils deviennent des vendus, des manipulés, des diplomates à la solde du pouvoir en place. Comme ci, c'est eux seuls qui détiennent la vérité et que les autres sont aveugles et sourds.

Somme toute, si la honte tuait, nos opposants seraient déjà dans l'au-delà. Heureusement que la Honte ne tue pas.

Crédo TETTEH

Zozo

POLITIQUE/ L'ASSOCIATION "VISIONS SOLIDAIRES" SATISFAIT DE L'ÉLECTION DU CANDIDAT MALVOYANT JÉRÉMIE YAO VIDJA AU PARLEMENT



Jérémie Yao Vidja, nouveau parlementaire

Une première dans l'histoire du Togo. Le seul candidat malvoyant aux législatives, Jérémie Yao Vidja a été élu dans la circonscription d'Amou le 25 juillet dernier pour le compte du parti au pouvoir dans l'Union pour la République (Unir).

Pour l'association "Visions solidaires" dans lequel milite le désormais député Jérémie Yao Vidja, c'est un rêve accompli. "Le rêve est enfin devenu réalité. Jérémie Yao Vidja rentre dans l'histoire du Togo comme première personne en situation de handicap visuel à accéder à l'assemblée nationale togolaise.

Plus qu'une victoire, ce résultat est la consécration d'une année de lutte et de sacrifice d'un homme et d'une équipe convaincus que la prise en compte des problèmes du handicap au Togo passe par la représentation à l'Assemblée", a déclaré Abi Samir, le président de l'association vision solidaire. Il souligne en outre que "Loin d'être terminée, la campagne "élection inclusive" prend un nouvel élan avec cette victoire".

"La lutte continue pour que les personnes en situation de handicap soient, plus que jamais, acceptées au sein des partis politiques, et se portent candidats aux prochaines élections locales au Togo que UNIR est le seul parti à avoir accepté la présence d'une personne handicapée sur ses listes" conclut Abi Samir, le président de l'association.

Il faut noter que le parti Unir qui a présenté le candidat Jérémie Yao Vidja aux élections législatives, a remporté les trois (3) sièges mis en compétition dans la circonscription d'Amou et 62 sièges sur 91 au plan nationale. Les résultats provisoires de ces élections pardevront être validés par la cour constitutionnelle dans les jours à venir pour être définitifs.

POLITIQUE/L'OPPOSITION N'EST PAS EN PHASE AVEC LE PEUPLE



L'après élection

Certaines formations et groupements de l'opposition continuent de contester les résultats provisoires des élections législatives du 25 juillet. L'ANC, le CST et Arc en ciel ont recours aux mêmes arguments : le pouvoir s'est livré à la fraude et à l'achat de voix.

Mais curieusement, ces partis n'entendent pas introduire de recours à la Cour constitutionnelle. Jean Kissi, le secrétaire exécutif de la Coalition Arc-en-ciel l'a expliqué le 31 juillet au micro de Victoire FM : 'La Cour constitutionnelle est une institution inféodée au pouvoir. Depuis quand on traite correctement un recours au Togo. Nous connaissons le pays dans lequel nous vivons. Nous sommes fiers de notre peuple, mais pas du pouvoir en place. Tout le peuple a honte du pouvoir'.

M. Kissi ne semble pas en phase avec le peuple. Car c'est bien des représentants de la majorité présidentielle que les électeurs ont envoyé en grand nombre à l'Assemblée.

Jean Kissi et avec lui les principaux leaders de l'opposition devraient s'interroger sur les raisons de leur échec électoral.

Réclamez tous les mardis
votre hebdomadaire
"Le Médium"
dans les kiosques et chez
vos marchands de journaux.
Prochaine parution
le mardi 13 Août 2013



La justice ivoirienne lâche du lest à l'encontre des pro-Gbagbo. Elle a décidé le lundi dernier de remettre en liberté provisoire 14 proches de l'ex-président ivoirien incarcéré à la Haye depuis novembre 2011. Parmi eux, figurent le chef de son parti le Front populaire ivoirien (FPI) et l'ex-directeur de campagne, Pascal Affi N'Guessan, ainsi que son fils Michel Gbagbo.

D'autres personnalités telles que la présidente des Femmes patriotes, Geneviève Bro Gregbe, Justin Koua, Narcisse Téa Kuyo, Aboudramane Sangaré, Alcide Djédjé, Moïse Lida Kouassi, Soukouri Bohui, Alphonse Douaty, Séka Obodji, Henri-Philippe Dakoury Tabley, le colonel Konandi Kouakou et Nomel Djro, ont aussi recouvert la liberté. " C'est une mesure d'apaisement pour faciliter la réconciliation. La Côte d'Ivoire doit sortir de l'état de belligérance ", a déclaré le porte-parole du gouvernement Bruno Koné.

Mesure insuffisante
Quant aux pro-Gbagbo, par la voix de l'ex-conseiller de Laurent Gbagbo Toussaint Alain, ils " sont satisfaits de la libération des 14 détenus politiques ", soulignant que c'est une mesure qu'il faut saluer " , mais estiment que c'est insuffisant. " Il convient de regretter que cette mesure en s'applique pas à Simone Gbagbo, l'ex-première dame, Charles Blé Goudé ainsi que les 695 civils et militaires injustement détenus depuis 2011 pour des motifs politiques ". L'ex-conseiller de Laurent Gbagbo encourage " Alassane Ouattara et son gouvernement à créer les ultimes conditions de la paix et de la réconciliation durable en libérant tous ces prisonniers et en levant les mandats d'arrêt internationaux contre plusieurs personnalités de l'ancien gouvernement contraint aujourd'hui à l'exil forcé ".

Au moins 80 personnalités proches de Gbagbo ont été mis sur le banc des accusés pour crimes de sang, crimes de guerre, atteinte à la sûreté de l'État, crimes économiques et entretien de bandes armées.

6 MOIS DE PRISON POUR AVOIR COUPÉ LE PÉNIS DE SON MARI

Le mercredi 24 juillet, à Diourbel (environ 140 km de Dakar), une bagarre éclate entre Sawrou Ndiaye et sa femme, Bator Dieng. Dans le feu de l'action, cette dernière mord le pénis du mari et sectionne son gland. Sowrou Ndiaye avait sommé sa femme de venir se coucher, sous prétexte qu'il se faisait tard. Celle-ci refuse d'obtempérer et le mari s'en prend à sa femme. Une violente bagarre se déclenche. La dame Bator Dieng s'est alors défendue comme elle le pouvait en mordant de toutes ses forces le pénis de son mari qui se trouve ainsi amputé. Grièvement blessé, Sowrou Ndiaye se rend à l'hôpital où il reçoit les premiers soins.

Le lendemain, Sowrou Ndiaye se rend à la police de la localité pour porter plainte contre sa femme. Compte tenu de la gravité des faits, Bator Dieng est mise aux arrêts. Son mari regrette son geste pour la bonne raison que lui et sa femme ont un garçon. Le mari soutient que pour ce petit, il est prêt à pardonner. Mieux, il soutient toujours aimer sa femme, malgré que cette dernière l'ait grièvement blessé. Sauf que la machine judiciaire est enclenchée. En effet, la femme sera présentée devant le juge de Diourbel le vendredi 2 août. Devant le juge, la dame réfute lui avoir mordu le pénis. Elle dénonce le contenu du certificat médical. En outre, elle révèle à toute l'assistance qu'elle était en état de grossesse. Chose que le mari ignorait. Toutefois, le tribunal de Diourbel a requis une peine de 6 mois ferme pour Bator Dieng en sus d'une amende de 200 000 FCFA. Délibéré dans les prochains jours. Pour l'heure, la dame reste en prison en attendant d'être édifée sur son sort.

Protestation contre les résultats des élections du 25 juillet :

La grande foule fatiguée, n'a pas répondu à l'appel de Jean-Pierre Fabre

DES PARTISANS du Collectif "Sauvons le Togo" et du Front Républicain pour l'Alternance et le Changement (FRAC) sont descendus le samedi dernier dans les rues de Lomé pour protester contre les résultats provisoires des élections du 25 juillet dernier. Mais il n'y avait pas la grande foule, signe de la fatigue des militants suite aux appels répétitifs et ennuyeux aux marches.

Environ un millier de militants et sympathisants ont battu le pavé le samedi donc, lors d'une première manifestation du CST et du FRAC de protestation au lendemain de ces résultats qui donnent une majorité absolue à l'Union pour la République (UNIR), le parti au pouvoir. Cette formation a raflé 62 des 91 sièges contre 19 pour le CST. La Coalition "Arc-en-ciel" a remporté 6 sièges, l'Union des Forces du Changement, 3 sièges et Sursaut National, 1 siège.

"Est-ce qu'il faut reprocher aux populations de ne pas sortir nombreuses, après tout ce qu'elles ont donné ces derniers temps? Ce n'est pas tout le temps que les gens vont sortir massivement. Il y a des jours où il y a foule. C'est de la même manière qu'il y a des jours où il n'y a pas foule. Ce n'est pas ridicule", a déclaré Jean Pierre Fabre, le président de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC), peu avant le point de chute de la manifestation.

Partis du Foyer Pie XII, les manifestants ont parcouru des rues de la capitale togolaise, avant de se retrouver à la plage (non loin de l'Hôtel Ibis) pour un meeting.

"C'est une marche de protestation qui vise à expliquer aux populations, la situation créée par les



Le leader de l'ANC, Jean-Pierre Fabre au devant de ses militants

résultats frauduleux qui ont été proclamés", a déclaré M. Fabre.

"Le message est très simple: il faut se remobiliser pour la suite, parce que derrière les chiffres publiés, les perspectives ne sont pas mauvaises. Il est nécessaire de dire à

toute la population qu'il faut se remobiliser, car des échéances nous attendent. Ces échéances sont d'une importance capitale", a-t-il souligné.

M.Fabre a affirmé que son parti n'a pas déposé de recours devant la Cour constitutionnelle: "Il n'est pas

Politique/Elections Législatives:

Le CST dénonce des "achats de conscience" et des "bourrages d'urne"

Le Collectif Sauvons le Togo (CST) a dénoncé le samedi lors de ses manifestations hebdomadaires, les " achats de conscience et les bourrages d'urne " dont selon lui, le pouvoir de Lomé se serait rendu coupable lors des dernières élections législatives. Toute chose concourt au bien de ceux qui aiment Dieu, a lancé à la foule ce samedi Me Isabelle Améganvi. " On ne sait pas pourquoi tout se passe de la sorte, mais Dieu seul sait. Il ne servirait à rien qu'on s'empore parce que tout ce qui nous attend à l'avenir est lourd et il faut qu'on s'arme de courage et d'abnégation pour affronter les problèmes dans le futur ", a déclaré l'avocate et membre du bureau politique de l'Alliance nationale pour le changement (ANC, opposition).

Zeus Ajavon n'est pas surpris des résultats des dernières élections et le



dit tout haut. " Nous savons que les résultats allaient être ce que nous avons vu et c'est pourquoi nous disions que sans les réformes constitutionnelles et institutionnelles, il ne peut y avoir d'élection. Nous avons raison sur toute la ligne. Nous avons la certitude que ce ne sont pas les élections qui vont résoudre le problème ", a déclaré le Coordonnateur du CST.

Jean-Pierre Fabre, président national de l'ANC a pour sa part voulu marquer son terrain en réaffirmant la supériorité de l'ANC sur les autres formations politiques de l'op-

nécessaire de saisir cette Cour qui viole la constitution et les droits de l'Homme quotidiennement".

Les résultats définitifs doivent être proclamés par la Cour constitutionnelle, qui doit statuer sur l'ensemble des recours.

Rappelons que les togolais avaient été appelés le 25 juillet dernier à renouveler leur Parlement pour la quatrième fois, depuis le début du processus démocratique en 1990. Selon les rapports des différentes missions d'observation électorale, le scrutin s'est déroulé dans un climat apaisé avec une forte participation.

position. " Nous sommes le plus grand et c'est autour de nous que les autres doivent se greffer. Nous savons celui qui peut parler au nom de l'opposition ", a lancé l'homme sous les acclamations de ses partisans.

Il n'a pas non plus manqué de décrier le découpage électoral qui, selon lui, est en " défaveur de l'opposition " dont une partie, a-t-il dénoncé, s'est " contentée de places dans les CELI et bureaux de vote pour s'engager dans ces élections ".

Il faut rappeler qu'au sortir des élections législatives du 25 juillet dernier, l'Union pour la République (UNIR, parti au pouvoir) a obtenu la majorité absolue avec 62 sièges. Elle est suivie du CST qui a 19 sièges, de la Coalition Arc-en-ciel qui obtient 6 sièges, de l'UFC avec 3 sièges et de Sursaut national qui a gagné 1 siège.

Mauvais score de l'UFC aux législatives:

JEAN-PIERRE FABRE: "Je ne suis pas surpris, ça aurait pu être pire"

Les résultats provisoires des élections législatives du 25 juillet, ont été solennellement proclamés mardi dernier par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), donnant une majorité absolue à l'Union pour la République (UNIR, le parti au pouvoir) avec 62 des 91 sièges dans le prochain Parlement.

Le Collectif "Sauvons le Togo" (CST) a enlevé 19 sièges, la Coalition "Arc-en-ciel", 6 sièges et Sursaut National, 1 siège. L'Union des Forces de Changement(UFC) de Gilchrist Olympio (ancienne principale forces politique de l'opposition) n'a obtenu que 3 sièges. Ce parti avait engrangé 27 sièges lors des législatives d'octobre 2007.

"Je ne suis pas surpris par le score obtenu par l'UFC à partir du moment où tous ceux qui appartenaient à l'UFC et qui ont été surpris par l'attitude de son leader, sont partis créés l'ANC avec nous", a déclaré Jean Pierre Fabre, le président de l'ANC et ancien secrétaire général de l'UFC.

"Je ne suis pas du tout surpris, ça

aurait pu être pire", a-t-il martelé. "Vous savez, j'évite surtout de parler de l'UFC et de son leader. Eux-mêmes doivent savoir les raisons pour lesquelles ils ont obtenu ce résultat", a ajouté le président de l'ANC.

M.Fabre, ainsi que plusieurs responsables de l'ANC, avaient claqué la porte de l'UFC - au lendemain d'un "accord de partage de pouvoir" signé par M.Olympio en mai 2010 avec le parti au pouvoir - pour créer leur propre formation politique. Cette situation a entraîné une forte crise interne au sein de l'UFC.

De l'avis de certains observateurs, ce parti a "payé" pour cet accord signé avec le parti au pouvoir : "Les responsables de l'UFC n'ont pas réussi à convaincre leurs militants et sympathisants, au lendemain de cet accord. Il aurait fallu un travail sérieux d'explication et de sensibilisation pour permettre aux militants de cerner le bien-fondé de cet accord. C'est cet exercice qui a sûrement manqué aux responsables de l'UFC. Et ils l'ont payé cash", a commenté un spécialiste de la politique togolaise.

Mais au sein de l'UFC, on est plutôt serein après ces résultats: "Une seule défaite n'arrête pas le combat", avait déclaré mardi, Jean Claude Homawoo vice-président de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) et membre influent de l'UFC.

"L'UFC se relèvera, ce parti a besoin d'être à l'avant-garde. Il est à l'avant-garde du nouveau Togo", avait-il souligné.

Les résultats définitifs de ces législatives seront proclamés par la Cour constitutionnelle, après règlement de tous les cas de contentieux pour lesquels elle a été saisie.

DIPLOMATIE :

Respecter la volonté du peuple

'NOUS INVITONS tous les partis politiques à respecter la volonté du peuple togolais, et à résoudre tout différend de manière pacifique, conformément aux dispositions du Code Électoral'. Ce rappel a été fait lundi par l'Ambassade des Etats-Unis au Togo dans un communiqué officiel.

La représentation diplomatique félicite le peuple togolais d'avoir



L'Ambassadeur des USA au Togo, Robert Whitehead

exercé son droit de vote lors des élections législatives ...' et salue le travail de la Commission électorale nationale indépendante (Céni).

Les États-Unis encouragent la

nouvelle Assemblée nationale à entreprendre, dans un esprit de coopération, les tâches importantes de renforcement de la démocratie au Togo et à assurer un avenir plus prospère au peuple togolais'.

L'ambassadeur des Etats-Unis à Lomé, Robert Whitehead (photo), a joué un rôle déterminant pour amener l'ensemble des partis politiques à participer au scrutin du 25 juillet dernier.

DEVELOPPEMENT / Mission conjointe Banque Mondiale et PME:

Le Ministre Solitoki Ezzo a fait le point sur la mise en œuvre du Projet PERI

SOLITOKI ESSO, le ministre des enseignements primaire et secondaire et de l'alphabétisation était face aux professionnels des médias le vendredi dernier, rencontre visant à faire le point sur la mise en œuvre du Projet Education et Renforcement Institutionnel (PERI).

Ce Projet a été conçu pour soutenir la mise en œuvre de la première phase (2011-2013) du Plan Sectoriel de l'Education (PSE), un programme sectoriel qui inclut tous les sous-secteurs de l'éducation, depuis la petite enfance jusqu'à l'enseignement supérieur.

Le PERI s'inscrit dans le cadre de l'initiative "Fast Task- Education pour tous. Il est réalisé grâce à un don des bailleurs de fonds réunis au sein du Partenariat Mondial pour l'Education (PME) pour la mise en œuvre accélérée de l'éducation pour tous. D'un montant estimé à 22,5 milliards de F.CFA, cette subvention est administrée par la Banque Mondiale.

Ce Projet vise principalement à accroître la couverture scolaire, diminuer les abandons dans le cycle primaire, améliorer la qualité des enseignements, et renforcer les compétences des ministères en charge de l'éducation et celles des communautés bénéficiaires.

La rencontre de ce vendredi intervient dans le cadre d'une mission

conjointe de la Banque mondiale et du PME qui séjourne au Togo du 29 juillet au 9 Août pour évaluer l'état d'avancement du Projet et discuter avec le gouvernement des possibilités de financement pour un nouveau projet d'éducation sur la période 2014-2016. Cette mission prendra également part à la revue conjointe du secteur de l'éducation prévue du 7 au 9 Août prochain.

Ont assisté à cette conférence de presse Hyacinthe Gbaye, Chargé de programme Education à la Banque Mondiale et Mme Blandine Ledoux, Responsable-Pays au PME, des directeurs centraux du ministère des enseignements primaire et secondaires, ainsi que des représentants des Associations des parents d'élèves.

Selon le ministre des enseignements primaire et secondaire, le PERI a permis la construction en milieu rural, de 42 salles de classes dans le cadre de sa phase pilote. Environ 116 chantiers sont en cours. Les travaux sont également en cours en milieu urbain sur 13 chantiers, et la construction de trois Ecoles Normales d'Instituteurs (ENI) se poursuit à Adéta, Sotouboua et à Niamtougou.

"La nouvelle vision que nous voulons imprimer à notre système éducatif est axée sur trois éléments: (1) Tout citoyen a droit à l'éducation et nous travaillons dans cette perspective, (2)



La table lors de la rencontre avec la presse; on reconnaît le ministre de l'Etat, Solitoki Ezzo (extrême gauche)

Tout citoyen togolais a droit à la qualité de l'enseignement et (3) Tout togolais - quand il entre dans le système - a droit à la fin, à une insertion socioprofessionnelle", a souligné Solitoki Ezzo.

Pour Mme Blandine Ledoux, Responsable-Pays au PME, à cette étape d'évaluation à mi-parcours du PERI, l'idée est de tirer véritablement le bilan de cette première étape et de prendre en compte, les leçons tirées notamment la question relative aux travaux de construction des salles de classes.

"La phase de constructions communautaires a été quand même un succès, mais a pris du retard. L'idée maintenant, c'est de pouvoir accélérer le processus sur la base des leçons tirées et de finaliser le projet dans le temps. Concernant les manuels et les subventions scolaires, cela s'est globalement bien passé. Il y a quelques mesures à prendre pour éviter les pro-

blèmes qu'on a observés lors de la première phase", a-t-elle mentionné.

Rappelons que le PERI comporte deux grandes composantes: "l'accès à l'éducation "et "l'amélioration de la qualité des enseignements".

La première composante prévoit la construction et l'équipement de 816 nouvelles salles de classe sur l'ensemble du pays d'ici 2020: 204 salles de classe en milieu urbain et 611 salles de classe en milieu rural.

La deuxième composante (Amélioration de la qualité des enseignements), appuie la fourniture de plus de 3 millions de manuels scolaires et guides du maître (en lecture et calcul) pour les écoles primaires publiques et les écoles d'initiatives locales (EDIL), l'octroi de subventions aux écoles éligibles pour les dépenses opérationnelles visant à améliorer la qualité des enseignements et la construction des trois Ecoles Normales d'Instituteurs (ENI).

Zozo
ECONOMIE / AVEC LE GAZ, RIEN N'EST NATUREL



En raison d'une avarie sur le pipeline, la WAPCO, la société qui exploite le gazoduc d'Afrique de l'ouest avait dû interrompre ses approvisionnements en gaz naturel en septembre 2012. Depuis début juillet, les clients, dont la CEB*, sont de nouveaux livrés, mais dans des quantités largement inférieures aux besoins. Le pipeline, long de 1.033 kilomètres et d'un coût de 500 millions de dollars devait initialement transporter 120 millions de mètres cubes de gaz par jour du Nigeria vers ses trois voisins ouest africains, le Bénin, le Togo et le Ghana.

La CEB revend la totalité du gaz naturel à la centrale thermique de Lomé, opérée par l'Américain ContourGlobal. Elle a été conçue justement pour fonctionner en base au gaz naturel, mais seuls 2 moteurs sur 6 utilisés sont opérationnels, faute de recevoir suffisamment du précieux combustible.

La CEB n'est pas en cause, elle se contente du quota livré par WAPCO.

Les experts estiment que le gazoduc ne sera jamais en mesure d'atteindre la production annoncée et certains opérateurs envisagent désormais de se tourner vers le gaz liquéfié. Problème, il ne sera pas disponible avant 4 à 5 ans.

En attendant, la centrale de Lomé tourne principalement au fioul lourd, beaucoup plus cher.

Si les 6 moteurs étaient opérationnels au gaz naturel, ContourGlobal pourrait renforcer la distribution au Togo et même exporter de l'énergie vers les pays voisins.

AIDER LES FEMMES À BÉNÉFICIER DE LEURS DROITS/DES LEADERS DES ORGANISATIONS PAYSANNES EN FORMATION À ATAKPAMÉ



Les officiels lors de la formation...

Des leaders d'organisations paysannes ont entamé à Atakpamé (environ 175 km au nord de Lomé), une formation de trois jours sur le mécanisme de réduction de la pauvreté à travers l'amélioration des conditions de vie des femmes rurales et la prise en compte de leurs droits au même titre que les hommes.

Cette formation s'inscrit dans le cadre du Projet "Femmes et paysans ouest africains contre la pauvreté" initié par le ROPPA et le WILDAF/Bureau sous Régional Afrique de l'Ouest avec l'appui financier du Ministère des Affaires Étrangères des Pays Bas à travers le Fonds pour le Leadership des Femmes (FLOW). La cérémonie d'ouverture des travaux s'est déroulée en présence du secrétaire général de la préfecture Pépin Kondoh Bitho, du président de la délégation spéciale de la commune Kassegné Adjouou et de la représentante de WILDAF/Afrique de l'ouest Mme SANT- Mathilde Rizalatu Sant-Anna Attoh. GF2D et WILDAF sont deux associations qui œuvrent pour l'amélioration des conditions de la femme. Selon la secrétaire générale du GF2D, Lonlonko Gbadégbégnon, il ne saurait y avoir développement équilibré et durable sans une prise en compte des droits de la femme: "malgré les efforts déployés par les femmes dans le processus de transition vers un nouveau système démocratique au Togo, force est de constater qu'elles ne sont toujours pas considérées à leur juste valeur et sont exclues du processus de prise de décision notamment, au sein des organisations paysannes". Pour Mme Gbadégbégnon, c'est la méconnaissance des droits des femmes qui est à la base de cette injustice sociale.

La représentante de WILDAF a, quant à elle insisté sur l'intérêt que leur institution accorde à la question des droits politiques, civils, économiques et sociaux des femmes agricultrices. Elle a indiqué que ce projet avait permis d'obtenir des résultats très encourageants: "c'est pourquoi le réseau WILDAF qui a expérimenté le droit dans ses approches pour la résolution des problèmes dans le monde rural, s'engage à poursuivre ses actions pour les années à venir". GF2D et WILDAF ont ciblé, dans le cadre de leurs actions communes, des femmes agricultrices issues des collèges de femmes dans 5 pays d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana et Togo) autour d'un projet sous régional intitulé: "Utiliser la loi comme un outil pour l'autonomisation des droits des femmes en milieu rural", mis en œuvre entre 2009 et 2011.

4è rapport de suivi de la réalisation des OMD:

Le processus d'élaboration du document lancé le vendredi dernier à Lomé

LE TOGO PRÉPARE activement son quatrième rapport de suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Un atelier du processus d'élaboration de ce document a réuni vendredi, les différents acteurs impliqués dans un grand hôtel de Lomé.



Les officiels lors du lancement du processus d'élaboration du 4ème rapport de suivi des OMD au Togo

L'élaboration de ce 4ème rapport devra faire suite à celui de 2010 dont les données ont permis d'entrevoir les efforts et avancées du Togo dans la réalisation des OMD avant l'échéance de 2015.

Les travaux ont été lancés par Mawussi Djossou Sèmodji, ministre chargé de la planification en présence de Mme Khardiata Lo Ndiaye, Coordinatrice résidente du Système des nations Unies et Représentante résidente du PNUD au Togo. Kako Nubukpo, Directeur exécutif du Centre Autonome d'Etudes et de Renforcement des Capacités pour le Développement au Togo (CADERDT), structure qui se chargera du volet technique de la rédaction de ce rapport était aussi présent, ainsi que des représentants d'ONGs et du secteur privé, des directeurs de cabinet et secrétaires généraux des ministères.

Selon M.Sèmodji, les points qui seront abordés concernent la réflexion sur les étapes nationales clés associées aux OMD, leur influence sur le programme de développement du pays, l'analyse plus approfondie des tendances et des inégalités, et le travail inachevé concernant les OMD et les questions nouvelles.

"Comme tous les rapports de suivi des OMD, c'est de voir objectif par objectif, les progrès accomplis. Nous allons donc faire le point de tous les progrès accomplis, des difficultés que nous avons rencontrées et voir

dans quelle mesure, les défis pourront être relevés pour aller plus vite vers la réalisation des OMD", a-t-il indiqué.

Le Togo a fait d'énormes progrès - malgré la crise qui a secoué le pays de 1990 à 2005 - grâce aux efforts consentis à partir des années 2003 pour atteindre les résultats que nous avons aujourd'hui, a souligné le ministre.

"Togo peut espérer - comme le dernier rapport de 2010 l'a indiqué-, réaliser l'OMD 2 et l'OMD 6 à l'horizon 2015 si les progrès accomplis aujourd'hui sont poursuivis et renforcés. Nous avons réalisé l'indicateur 1-C de l'OMD 1 de façon inespérée. Nous avons aussi fait des progrès dans d'autres domaines, même la mortalité maternelle, avec la CARMA et les investissements dans le secteur de la santé", a relevé M.Sèmodji.

Pour Mme Khardiata Lo Ndiaye, les progrès réalisés concernent notamment la réduction de la malnutrition, la réduction du nombre de personnes confrontées à la faim, le nombre d'enfants scolarisés et les efforts qui sont fait dans le domaine du VIH/SIDA.

Selon elle, le lancement de l'évaluation des progrès vers la réalisation des OMD qui intervient à 880 jours de l'échéance de 2015, vient à point nommé pour une meilleure appréciation de la situation actuelle.

Cette évaluation vise trois objec-

tifs, a-t-elle souligné: "Premièrement, en sus de l'analyse de l'évolution des statistiques au niveau national et de la projection sur les tendances, analyser les facteurs de progrès de certains OMD, distinguer les actions qui portent des fruits de celles qui sont inefficaces et déterminer les goulots d'étranglement. Ce rapport devra aussi intégrer une analyse des inégalités entre sexes, régions, âges et groupes socio-économiques. Deuxièmement, Il est également attendu que ce rapport présente et explique les idées novatrices et les expériences réussies qui peuvent être portées à l'échelle. Troisièmement, le rapport devra montrer dans quelle mesure le cadre des OMD a eu une influence sur le processus national de planification et sur les résultats de développement enregistrés par le Togo ces dernières années".

Elle n'a pas manqué de souligner les efforts faits par le Togo dans le cadre de la réduction de moitié du nombre de pauvres: "le dernier rapport sur les OMD en 2010 nous apprend qu'à l'échéance 2015, l'éducation primaire pour tous serait réalisable et que la tendance de la propagation du VIH/SIDA pourrait être renversée".

"Ces résultats montrent que le Togo n'est pas en marge des progrès qui sont enregistrés au niveau global", a précisé Mme Khardiata Lo Ndiaye; affirmant que "des progrès remarquables ont été faits dans la

réalisation OMD sur le plan mondial".

"Ces résultats encourageants ne doivent pas nous amener à perdre de vue le long chemin qu'il reste à faire car 1,2 milliards de personnes continuent de vivre dans l'extrême pauvreté et la faim, 67 millions de personnes sont sans emplois, 57 millions d'enfants dont plus de la moitié en Afrique subsaharienne ne sont pas scolarisés seulement deux pays en développement sur 130 ont atteint la parité à tous les niveaux d'enseignement et 1 enfant sur 9 en Afrique subsaharienne meurt avant l'âge de 5 ans.

Au Togo, il convient de signaler que beaucoup reste à faire. Sans être exhaustive, je voudrais signaler quelques défis importants", a-t-elle indiqué.

"Le Togo a eu la chance et l'opportunité de faire partie des 19 pays africains et 50 dans le monde qui ont organisé des consultations nationales sur l'agenda post 2015. Avec le soutien des Nations Unies et la contribution de tous les partenaires au développement, des consultations nationales ont été menées au cours du premier trimestre de cette année pour réfléchir ensemble, de manière participative et inclusive sur l'après 2015", a ajouté la Coordinatrice résidente du Système des nations Unies et Représentante résidente du PNUD au Togo.

Rappelons que les rapports de suivi des OMD constituent des instruments efficaces permettant de capitaliser des témoignages de la réalisation des OMD sur le terrain. Une fois publiées, les directives concernant lesdits rapports permettent aux pays de partager leurs expériences des OMD, de faire part de leurs réussites et de leurs difficultés, tout en réfléchissant sur le contexte évolutif inhérent au développement.

Zozo

CULTURE/FIN DES EVALA/2013 AVEC DES
FINALES DANS TROIS CANTONS

Démarrées le 27 juillet dernier en Pays kabyè, les luttes traditionnelles ou "Evala" ont pris fin le samedi dernier avec des finales dans trois cantons: Tcharè, Soumdina et Lassa. Ce samedi, les "empoignades" ont été rudes entre les lutteurs notamment à Soumdina où les lutteurs de Soumdina bas ont pris le dessus sur leurs adversaires du Soumdina haut (19 -11) sous le regard du chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé. Ce dernier a assisté à tous les combats. Vendredi dernier, ce sont les lutteurs des cantons de Kouméa et de Lama qui se sont affrontés. Rite initiatique en pays Kabyè, les luttes traditionnelles ou "Evala" constituent un passage obligé pour un jeune kabyè d'entrer dans la famille des adultes. Chaque année - entre juillet et août -, des milliers de jeunes s'affrontent sur des places publiques, usant souvent de ruse pour se terrasser. Evénement à caractère traditionnel, les "Evala" drainent une foule immense dont des touristes, raison pour laquelle les activités sont souvent florissantes pendant la période des luttes: tous les hôtels, auberges etc... sont bondés, les responsables des buvettes et autres restaurants se frottent également les mains.

Les petites activités (vendeurs de tchoukoutou, de la viande de chiens et porc, de baignées, d'arachides etc...) aux abords des terrains de luttes ne sont pas en reste. Certaines grandes sociétés d'Etat profitent aussi de l'occasion pour faire de bonnes affaires à travers des ventes promotionnelles. Attention... des Ongs et Associations installent aussi leurs Quartiers généraux aux abords des arènes pour leurs activités: campagnes de dépistages volontaires au VIH/Sida par-ci et consultations et soins gratuits par-là. Certains touristes ou visiteurs profitent aussi de ces "Evala" pour découvrir certains villages.

SANTÉ: DR LUCILE IMBOUA, LA NOUVELLE
REPRÉSENTANTE DE L'OMS AU TOGO

Dr Lucile Imboua, la nouvelle représentante de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) au Togo a officiellement remis jeudi dernier au ministre des affaires étrangères Elliott Ohin, les lettres de créances l'accréditant au Togo.

Dr Imboua a "félicité le Togo pour les efforts entrepris pour renforcer le système de santé avec notamment la signature du +compact national+ par lequel l'ensemble des parties prenantes au développement se sont engagées dans la mise en œuvre du Plan national de Développement sanitaire 2012-2015, la mise en œuvre de la couverture sanitaire universelle, l'amélioration de la santé des femmes et des enfants et la lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles", indique un communiqué de l'OMS rendu public. "Elle a affirmé sa détermination à poursuivre l'œuvre de son prédécesseur pour aider le Togo à préserver les acquis et à faire face aux nouveaux défis sanitaires", souligne le communiqué.

Dr Imboua qui a rejoint son nouveau poste depuis le 19 juillet, succède à Dr Pierre M'Pele actuellement en poste en Ethiopie. Médecin pédiatre de santé publique, Dr Lucile Imboua (de nationalité ivoirienne), "dispose d'une grande expertise des programmes de santé et en gestion managériale", souligne le communiqué.

Elle a été Coordonnatrice de l'Equipe d'appui inter-pays de l'OMS pour l'Afrique centrale, basée à Libreville (Gabon) de 2007 à 2013.

**Reclamez tous les mardis
votre hebdomadaire
"Le Médium"
dans les kiosques et chez
vos marchands de journaux.
Prochaine parution
le mardi 13 Août 2013**

Lutte contre le paludisme:

Le Togo opte pour une distribution massive de moustiquaires imprégnées, environ 2,9 millions servies aux populations en moins de 2 ans

COUCHÉE SOUS une Moustiquaire Imprégnée à Large Durée d'Action (MILDA) à l'entrée de sa chambre, Mme Adjoa Afidégnon, 33 ans allaite son bébé de 4 mois "Mon bébé et moi dormons tranquillement depuis que j'ai reçu la moustiquaire", se réjouit la jeune dame.

"J'ai reçu deux moustiquaires. La deuxième est utilisée par mon mari et notre premier garçon", ajoute-t-elle. Mme Chantal Kouviannou, 31 ans, enceinte depuis 6 mois, a en reçu trois pour sa famille: "je ne peux plus dormir sans moustiquaire. Mon mari, ainsi que les enfants sont désormais habitués".

A l'instar de Mmes Afidégnon et Kouviannou, beaucoup de togolais ont reçu gratuitement de MILDA, suite à une campagne de distribution lancée en juillet 2011 par le gouvernement togolais. Sont privilégiés, les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes. Les moustiquaires à imprégnation durable sont l'un des moyens les moins onéreux et les plus efficaces de lutter contre le paludisme, selon l'Organisation mondiale de la santé (Oms).

Depuis 2011, 32 pays africains et 78 pays situés dans d'autres régions du monde adoptent les recommandations de l'Oms préconisant la fourniture de moustiquaires imprégnées à toutes les personnes exposées au paludisme. Environ 89 pays dont 39 en Afrique (y compris le Togo) distribuent gratuitement ces moustiquaires imprégnées aux populations.

Au Togo, 2.819.805 moustiquaires ont été déjà distribuées depuis juillet 2011. Le gouvernement avait prévu mettre à la disposition des populations, 3.348.743 moustiquaires, mais les fonds mobilisés n'ont pu permettre aux autorités togolaises d'atteindre leurs prévisions.

"Il reste encore les habitants Lomé à servir, faute de moyens financiers. Le coût total des moustiquaires est estimé à 14,627 milliards de F.CFA., mais nous n'avons mobilisé que 12,559 milliards de F.CFA., d'où un écart de 2,068 milliards de F.CFA. Les fonds mobilisés proviennent du gouvernement et des partenaires au développement", explique Sika Dogbé, Directeur de la santé.

"Cette situation a fait que les habitants de Lomé (la capitale) n'ont pas encore été servis. Il nous faut encore 528.938 moustiquaires pour satisfaire cette zone", souligne-t-il.

Face à cette situation, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a décidé d'appuyer le gouvernement togolais dans sa progression vers la couverture universelle en MILDA.

Ainsi, environ 300.000 MILDA seront distribuées cette année dans 108.000 ménages, pour protéger un total de 94.500 enfants de moins de 5 ans et 69.660 femmes enceintes contre le paludisme à Lomé. "Nous devons mener une lutte permanente contre cette maladie. Et le meilleur médicament pour le lutter contre le



Le ministre de la Santé, le Professeur Charles Kondi Agba

paludisme: ce sont les moustiquaires imprégnées", affirme Charles Kondi Agba, ministre togolais de la santé.

"Nous n'avons jamais organisé une campagne de distribution de moustiquaires de cette envergure. C'est une campagne très importante et inédite", souligne le ministre.

Le paludisme est une maladie à transmission vectorielle qui peut être évitée et traitée. Il est dû à des parasites transmis à l'homme par des piqûres de moustiques infectés.

Plus de 219 millions de cas de paludisme sont enregistrés dans le monde, selon le rapport mondial 2012 de l'Oms. Au moins 660 000 décès sont enregistrés par an - la plupart chez des enfants vivant en Afrique - et 68% des décès sont constatés dans 10 pays d'endémie.

Au Togo, le paludisme a tué plus de 1.314 personnes en 2011, selon

l'Organisation Mondiale de la Santé dans son rapport mondial pour la même année. Plus de 506.000 cas de paludisme ont été enregistrés dans les formations sanitaires publiques.

Plus d'un enfant sur dix meurt avant son cinquième anniversaire et 18 pour cent de ces décès sont dus au paludisme. Beaucoup d'enfants n'ont pas accès au traitement susceptible de leur sauver la vie dans les premières 24 heures suivant l'apparition des symptômes et le nombre d'enfants dormant sous des moustiquaires imprégnées d'insecticide reste insuffisant.

Les femmes enceintes vivant dans des pays endémiques comme le Togo, sont quatre fois plus susceptibles que les autres adultes de contracter le paludisme et deux fois plus susceptibles de mourir de cette maladie. Infectées, les femmes

enceintes risquent d'être anémiées, de connaître un accouchement prématuré et de donner naissance à un enfant mort-né. Leurs bébés sont susceptibles de souffrir d'insuffisance pondérale à la naissance, ce qui rend peu probable leur survie au-delà d'une année.

A en croire certains observateurs, ces chiffres officiels sont loin de la réalité, dans la mesure où beaucoup de patients, notamment ceux des zones rurales n'ont pas accès facilement aux centres de santé.

"Les chiffres souvent publiés par les officiels sont très loin de la réalité. Par exemple dans plusieurs localités du nord du pays, des populations n'ont même pas accès aux hôpitaux. Alors comment peut-on faire des estimations fiables? Nos gouvernants doivent simplement élaborer une meilleure politique visant à fournir des MILDA aux populations exposées au paludisme. Et un accent particulier doit être mis sur les populations des zones rurales", suggère Essodéna Soliwan (31 ans), infirmier dans un cabinet médical privé à Kara (localité située à environ 420 km au nord de Lomé).

"Nos populations sont pauvres. Elles n'ont pas les moyens de se faire soigner, raison pour laquelle nos politiques doivent être orientées vers la prévention. Et la meilleure manière d'éviter la maladie: c'est de dormir sous moustiquaires imprégnées", ajoute le jeune infirmier.

MEDIAS :

La société "Lydia Ludic" offre un lot d'équipements à la Maison de la presse pour la production audiovisuelle et la formation des journalistes

LA SOCIÉTÉ "Lydia Ludic" a offert le vendredi dernier à la Maison de la presse, un lot d'équipements pour la production audiovisuelle et la formation des journalistes. Le don a été remis à Blao, directeur de la Maison de la presse par MM. Ndiaye et Matcham, respectivement responsable de communication et directeur des ressources humaines à la société "Lydia Ludic".

"Lydia Ludic" est la marque commerciale utilisée par Groupo Pefaco pour développer sa division de Jeux.

Des représentants de l'Union des Journalistes Indépendants du Togo (UJIT) et du Conseil National des Patrons de Presse du Togo (CONAPP) ont aussi assisté à cette cérémonie dans les locaux de la Maison de la presse.

Le don est composé d'un ordinateur et ses accessoires et d'une table de mixage. Médias FC, l'équipe de football des journalistes a également reçu un jeu de maillots.

Le partenariat entre les deux structures est dans sa première année et permet à la Maison de la



La remise symbolique du lot d'équipement

presse de mettre en œuvre son programme de formation des jeunes journalistes.

La société "Lydia Ludic" emboîte ainsi le pas à l'Organisation Non Gouvernementale "ADI", à la société de Bâtiments et Travaux Publics "Sito" ainsi qu'à la Commission Electorale Nationale indépendante (CENI).

Selon M. Blao la Maison de la presse, récemment rénovée, est un espace fonctionnel pour la profession, avec des ressources bibliographiques et informatiques: "L'accès à Internet est également garanti pour

les journalistes ainsi que la libre consultation de la presse".

De nombreux projets sont actuellement en cours à la Maison de la presse dont une radio école déjà en gésine et un centre de promotion des langues nationales visant à la diversification des langues utilisées par les médias. La formation est au centre de cette redynamisation de la Maison de la presse, avec des programmes de stages estivaux destinés notamment aux étudiants et aux jeunes journalistes dans les divers domaines journalistiques.

LUCARNE 6 QUESTIONS A MAMADOU SECK de l'Institut de Gorée

" Nous demandons à la presse de respecter les principes d'éthique et de déontologie. À la HAAC, nous demandons d'exercer tous les pouvoirs que lui confère la loi, mais avec un esprit d'ouverture."

INSTALLÉ AU Togo pour faire le monitoring et l'observation du processus électoral, l'Institut Gorée a rendu publique ses observations et recommandations juste au lendemain des élections législatives du 25 juillet dernier. Pour en connaître plus sur la mission de l'Institut de Gorée au Togo, nous avons approché pour vous son premier responsable Mamadou Seck.

Vous êtes le Coordinateur général de la Mission d'assistance électorale de l'Institut Gorée au Togo. En quoi a consisté ou consiste votre travail dans notre pays ?

Nous sommes là pour suivre le processus électoral. Nous sommes en partenariat avec la plate-forme Synergie citoyenne pour des élections démocratiques au Togo (SYCED) et la Fondation Handel. Avec la SYCED l'idée était de les former d'abord avant de les déployer pour qu'ils suivent le processus électoral.

De quelle manière votre travail a-t-il évolué durant ce processus ?

Nous avons d'abord fait le monitoring du recensement biométrique, ensuite les 25 moniteurs formés pour le recensement biométrique ont été transformés en observateurs en long terme parce que nous avons fait le monitoring de la violence électorale. Ils étaient 60 sur le terrain. Nous avons fait 25 moniteurs des médias qui étaient également sur le terrain depuis le mois de mars. Nous avons formé six-cents (600) observateurs classiques et 200 observateurs en plus des observateurs internationaux qui étaient avec nous le jour du scrutin. C'est dire que nous avons tourné autour de neuf cent soixante (960) observateurs et moniteurs sur le terrain depuis le mois de janvier.

Les élections ont pris fin il y a déjà plus d'une semaine. Quel a été le contenu de votre observation ?

Il faut quand même reconnaître que pour le recensement biométrique, il y a eu une insuffisance d'offres infrastructurelle et logistique dans le pays. Heureusement qu'au fil du processus puisque c'était divisé en deux zones, la CENI a pu quand même rectifier les loupés de la première zone pour arriver à un niveau d'inscription assez honorable, c'est-à-dire plus de 3 millions de citoyens.

Maintenant pour le monitoring de la violence électorale on a vu globalement que c'était très calme. Hormis quelques poches de violences mineures portées généralement par le parti au pouvoir UNIR sur la base justement de contestations suite à des investitures qui ne rencontraient pas l'adhésion des populations à la base.

Pour le monitoring des médias, nous avons constaté un mauvais traitement de l'information par les journalistes et les professionnels de l'information. Vos collègues sur le terrain ont dès fois cette tendance à



Mamadou Seck de l'Institut de Gorée prendre partie. Nous avons remarqué que 43 % des articles suivis reflétaient une forme de prise de partie soit en faveur du parti au pouvoir ou de l'opposition de la part des professionnels des médias. C'est un problème qui remet en cause le principe d'éthique et de la déontologie de la presse au Togo.

Et le jour du scrutin, n'y a-t-il pas eu des dysfonctionnements remarqués ?

Le jour du scrutin, il y a eu des dysfonctionnements, mais qui n'étaient pas d'envergure au point de remettre en question le processus et cela il faut le dire. Il y a eu des bureaux qui ont trop tardé dans le démarrage, il y a eu des bulletins de vote qui manquaient, il y a eu des membres des bureaux de vote qui étaient absents, il y a aussi eu certains membres des bureaux de vote qui n'étaient pas à la hauteur de ce qu'on demandait d'eux et cela dépend surtout de leur formation.

Mais globalement tout cela n'a pas impacté le processus dans le mauvais sens. C'est dire que le processus globalement s'est bien passé et laissons le droit aux partis politiques d'estimer auprès de la Cour Constitutionnelle si nécessaire.

L'Institut Gorée n'est pas seulement là pour observer, mais aussi pour faire des recommandations. Quelles sont les recommandations que vous avez formulées à l'endroit aussi bien du gouvernement, des acteurs politiques que de la CENI, organisme chargé de la supervision et de l'organisation des élections au Togo ?

Nous avons demandé à l'État d'instaurer le dialogue politique, c'est nécessaire, c'est important. C'est à l'État d'organiser et d'impulser une dynamique à ce dialogue pour qu'il puisse avoir lieu. Le dialogue est le poumon de la démocratie sans dialogue une démocratie ne peut pas marcher.

Il faut aussi faire preuve d'éléance. Cela est une recommandation que nous faisons même si elle n'est pas objective. Détenir un pouvoir c'est un sacerdoce, c'est celui qui détient le pouvoir qui doit avoir cette capacité à oublier certaines choses, à s'oublier pour le bien-être de la nation. Donc cela est une forte injonction qu'on pourrait faire (même si ce n'est pas très déférent) à l'endroit de l'État de s'oublier un peu pour permettre à l'opposition et aux partis qui ne sont pas dans la mou-

vance de pouvoir s'exprimer et de pouvoir donner leurs avis objectivement.

Nous demandons à la presse de respecter les principes d'éthique et de déontologie. À la HAAC, nous demandons d'exercer tous les pouvoirs que lui confère la loi, mais avec un esprit d'ouverture. Nous demandons à la CENI d'aller vers une revue du Code électoral puisqu'il y a énormément d'incohérences dans le Code électoral. De le lifter pour le mettre au goût du jour et surtout d'améliorer l'offre des infrastructures et de la logistique pour les prochaines échéances électorales. À l'état de mettre en place une politique d'éducation à la citoyenneté puisqu'il y a eu 116 000 bulletins de vote nuls. C'est énorme! C'est dire que les Togolais votent mal et qu'il faille éduquer les gens afin d'une amélioration de ce vote.

Donc voilà de manière ramassée ce que nous avons fait comme recommandations. Ce n'est pas exhaustif, j'ai essayé de vous rappeler certains points sinon dans notre déclaration nous avons évoqué point par point toutes les recommandations pour rendre un peu plus perfectible le processus électoral togolais.

La suite de la mission de l'Institut Gorée au Togo, ce sera quoi ?

Nous sommes là pour les élections législatives et locales. Même si la date n'est pas encore fixée nous attendons et nous exercerons les mêmes activités d'observation et de monitoring pour toujours aller dans cette dynamique de consolider la démocratie togolaise pour le bien de ce pays et de l'Afrique.

SOCIÉTÉ :

La CSTT et la société ETDGA dans une politique de logement pour tous au Togo

La Confédération syndicale des travailleurs du Togo (CSTT) et la filiale Togo de la société Excellence technologies distribution global Africa (ETDGA) sont désormais liés par un partenariat. La présentation du contenu de ce partenariat portant sur des offres de construction de logements de la société ETDGA a été faite le vendredi dernier au cours d'une conférence de presse tenue au siège de la CSTT à Lomé.

Régler " définitivement " les problèmes liés au logement des Togolais en général et des travailleurs en particulier, voilà l'engagement pris par cette société. Pour réussir sa mission, elle a introduit sur le marché la technologie " Vela ", qui selon elle, est une solution pour la disponibilité de logements en un " temps record " et accessible à toutes les couches sociales.

" Nous voulons donner des loge-



Poignée de mains entre les représentants de la CSTT (g) et de l'ETDGA (dte)

ments à tous les citoyens togolais. Pour nous c'est une manière d'accompagner le gouvernement à résoudre le problème récurrent du logement au Togo ", a indiqué Jurgen Van den Meerssche, représentant d'ETDGA en Afrique au sortir de la cérémonie.

La société est présente dans plu-

sieurs pays africains. Au Togo, elle prévoit de construire des écoles, des hôpitaux, des appartements sociaux et des centres d'affaires.

La cérémonie d'échanges s'est tenue en présence de Sébastien Ayikoué Têvi, Secrétaire général de la CSTT.

Zozo

CULTURE / "MISS CASTEL": LA TROISIÈME ÉDITION PRÉVUE DU 02 AU 29 AOÛT À LOMÉ



Les organisateurs de l'événement "Miss Castel"

La troisième édition de "Miss Castel", organisée par de jeunes togolais en collaboration avec "Castel Beer", se tient du 02 au 29 Août à Lomé.

"Castel Beer" est représenté au Togo par la Brasserie du Bénin (BB). "Miss Castel" est un événement visant à la fois à faire la promotion de la "Castel Beer" et à "occuper" les vacanciers particulièrement les jeunes filles pendant les périodes de grandes vacances.

Au total 20 dossiers ont été sélectionnés sur une cinquantaine, reçus par le comité d'organisation. Six candidates seront finalement retenues, après une sélection.

Quatre soirées sont prévues chaque vendredi durant le mois d'août au B'Way discothèque. L'année dernière, les prix mis en jeu sont : une moto, une télévision écran Plasma. Mais, avec le soutien de quelques partenaires, une enveloppe de 1 million F.CFA s'ajoute aux prix mis en jeu pour cette troisième édition.

"Toutes les dispositions sont prises pour une bonne tenue de l'événement", a rassuré Silver Eklov Amétoglo, promoteur de "Miss Castel".

CHAMPIONNAT D1/ANGES DE NOTSÈ NOUVEAU PATRON DU CHAMPIONNAT DE 1ÈRE DIVISION DU TOGO

L'équipe de 1re division des Anges de Notsè a pris provisoirement la tête du championnat de D1 à l'issue de la 14e de ce championnat disputé le week-end écoulé. En arrachant à Dapaong (600 km au nord de Lomé) un précieux match nul (2-2) face à Foadan de la localité, cette jeune formation arrivée la saison dernière de la D2 devient le nouveau leader avec 25 points (+6).

Sémassi de Sokodé qui occupait le perchoir depuis plusieurs journées occupe désormais la seconde marche après sa défaite face au Dynamique togolais (DYTO) (1-0).

Voici les résultats complets de cette 14e journée

AS Togo Port vs ASKO (1-2)
Gbikinti vs Agaza (1-0)
Dyto vs Sémassi (1-0)
TAC vs Gomido (1-0)
Foadan vs Anges FC (2-2)
Maranatha vs Unisport (0-0)
Étoile Filante vs AS Douanes (1-1)
Kotoko vs Koroki (1-0)

BARCELONE 2013 / SOUFFRANTE, LA TOGOLAISE ADZO REBECCA KPOSSI QUITTE LES MONDIAUX DE NATATION



La togolaise Adzo Rebecca Kpossi ne défendra plus les couleurs nationales aux mondiaux de natation 2013. Elle quitte les championnats du monde de natation samedi pour cause de maladie. A appris l'Agence Afreepress de sources proches de l'athlète.

La plus jeune athlète participante aux Jeux Olympiques de Londres 2012 et qui représente le Togo aux championnats du monde de natation de Barcelone cette année a achevé son parcours ce samedi pour des raisons de santé. Elle est toujours à l'Hôpital Del Mar. Hier nous avons passé l'après-midi avec elle. Nous avons ensemble fait un tour à la plage qui fait face à l'hôpital. Une colonie togolaise est arrivée pour l'encourager à accepter la décision médicale de repos pour une bonne guérison. Elle sera probablement libérée aujourd'hui », a confié l'un de ses entraîneurs Damien Awizoba au site africatosports.

Il faut noter que Adzo Rebecca Kpossi était engagée sur les séries du 50 mètres nage libre lors de ces championnats du monde de natation.



TOGO EXPRESS

AGENCE DE DISTRIBUTION DE COURRIER

Lettre- Documents d'Affaires-Colis-Marchandises
Imprimerie-Sérigraphie-Tampons-Reliure
(Tous travaux d'impression)

Adresse 141, Angle Rue LANDJO (Tokoin Tamé)

A coté du commissariat du 5ème arrondissement

BP : 5022 Lomé Togo

Tél : +228 22 61 46 08 / 23 38 54 11

Fax : +228 22 26 06 02

Cel : +228 90 15 98 06/98 10 33 08

Email : togoexpress07@yahoo.fr



CAFRAM-TOGO

Centre Africain de Formation et de Recherche en Arts et Métiers
Spécialiste de la Sérigraphie Industrielle
Marquage et Impression des Supports de communication
Prestation de service

Contacts : (+228) 90 05 84 20 / 22 37 75 74



Tout pour votre satisfaction !!!
Un détour s'impose!!!
Adresse : A côté de l'hôtel "Blue Angels",
Agè-Caravéli - Lomé



Contacts: 97.12.56.06 / 93.14.37.47 / 93.14.37.36